

Les sacrifices pour le monde du travail, ça suffit !

le 18 septembre, TOUTES ET TOUS MOBILISÉ·ES !



- ☒ suppression de deux jours fériés
- ☒ gel de nos prestations sociales et de nos salaires
- ☒ doublement des franchises médicales
- ☒ désindexation des pensions de retraite

- ☒ coupes dans les services publics
- ☒ remise en cause du droit du travail
- ☒ remise en cause de la cinquième semaine de congés payés
- ☒ réforme de l'assurance chômage

Les mesures budgétaires avancées par le gouvernement sont d'une brutalité et d'une injustice sans précédent et font une nouvelle fois payer les précaires, les retraité·es, les malades.

Ce qui creuse la dette, ce sont aussi les baisses d'impôts pour les riches et les 211 Mds d'aides publiques captées par les plus grandes entreprises !

NOUS VOULONS

- ✓ des **moyens budgétaires** à la hauteur des missions des services publics et des politiques publiques ;
- ✓ des mesures pour **lutter contre la précarité** et **renforcer la solidarité** ;
- ✓ des investissements dans une **transition écologique** juste et la **réindustrialisation** de la France et des mesures **contre les licenciements** ;
- ✓ la **justice fiscale**, avec la mise en place de dispositifs qui taxent les gros patrimoines et les très hauts revenus, contraignent le versement des dividendes et conditionnent fortement les aides aux entreprises ;
- ✓ une **protection sociale de haut niveau** et l'**abandon de la retraite à 64 ans**.

**Jeudi 18 septembre
TOUTES ET TOUS EN GRÈVE
ET EN MANIFESTATION
10h30
Centre Hospitalier de Guéret**



Solidaires
Union syndicale

FO
23
Union Départementale
de la Creuse

UNSA

Mobilisé.es pour un budget porteur d'espoir, pour plus de justice sociale, pour plus de justice fiscale !

Les travailleurs et travailleuses que nos organisations représentent sont en colère. La multiplication des mobilisations sous diverses formes le confirme. Personne ne peut méconnaître le mécontentement et la fatigue de la population.

Les pistes de budget présentées le 15 juillet par le premier Ministre ont été immédiatement et unanimement condamnées par nos organisations.

En effet, les différentes mesures budgétaires avancées sont d'une brutalité sans précédent. Le Gouvernement a choisi encore une fois de faire payer les travailleuses et les travailleurs, les précaires, les retraité·es, les malades : la suppression de deux jours fériés, des coupes dans les services publics, la remise en cause du droit du travail, une énième réforme de l'assurance chômage, le gel des prestations sociales et celui des salaires des fonctionnaires comme des contractuel·les, la désindexation des pensions de retraites, le doublement des franchises médicales, la remise en cause de la 5ème semaine de congés payés... Autant de mesures aussi brutales que profondément injustes. Ce qui creuse la dette, ce sont aussi les baisses d'impôts pour les riches et les 211 Mds d'aides publiques captées par les plus grandes entreprises !

Ensemble, nous alertons solennellement sur ce contexte et la situation de notre pays. Depuis le passage en force du Président de la République sur la réforme des retraites notre pays s'enfonce dans une profonde crise sociale et démocratique.

Les inégalités et le nombre de personnes basculant en dessous du seuil de pauvreté explosent, les conséquences du changement climatique se multiplient et ont des impacts directs sur les travailleurs et travailleuses, les fermetures d'entreprises et suppressions d'emplois se multiplient, les services publics sont en crise, les salaires ne permettent pas de vivre dignement de son travail, les travailleurs et travailleuses essentielles attendent toujours reconnaissance et dignité au travail....

Plus que jamais, le partage de la valeur et des richesses, la revalorisation des salaires et l'égalité entre les femmes et les hommes sont indispensables.

Plutôt que de modifier son projet de budget afin de répondre à la situation inédite du déficit, le premier Ministre a décidé d'une stratégie de diversion en se soumettant à un vote de confiance le 8 septembre. Pour nos organisations, la construction d'un tout autre budget porteur d'espoir, de justice sociale et de justice fiscale est impérative.

Nos organisations syndicales refusent que ce soient encore les travailleuses et travailleurs, les demandeurs d'emploi, les jeunes et les retraité·es qui payent la facture, à la fois financièrement, mais aussi par une flexibilité accrue.

Depuis le mois de juillet, elles se mobilisent dans l'ensemble des entreprises et administrations, dans les territoires et professions en allant à la rencontre des travailleurs et travailleuses afin qu'elles et ils signent la pétition intersyndicale stopbudgetbayrou.fr

Aujourd'hui, nos organisations appellent à une journée de mobilisation sur l'ensemble du territoire, le 18 septembre 2025, y compris par la grève et la manifestation.

Le musée des horreurs du projet de budget doit être abandonné. Les exigences sociales doivent être enfin prises en compte !

Nous appelons les travailleuses et les travailleurs à continuer à se mobiliser massivement pour changer la donne et gagner des avancées ! Nos organisations restent en contact, conviennent de se revoir après cette journée de mobilisation et de grève et se réservent la possibilité de prendre toute initiative nécessaire.

Nous appelons à signer et à faire signer massivement la pétition intersyndicale

stopbudgetBayrou.fr



à participer aux réunions syndicales et aux initiatives de décryptage des conséquences du budget et à faire connaître largement la plateforme stopbudgetBayrou.fr à se réunir partout sur les lieux de travail pour mettre en débat et construire les modalités d'action qui rassembleront le plus largement à s'engager dans la construction de la grève dans le cadre de la journée de mobilisation et de grève intersyndicale du 18 septembre